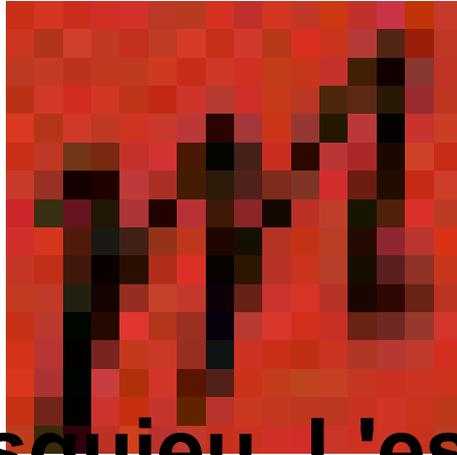


<http://montesquieu.ens-lyon.fr/spip.php?article148>



Montesquieu. L'esprit du politique : Les entretiens de la liberté (16-17 octobre 2009)

- Actualités -

Date de mise en ligne : mercredi 14 octobre 2009

Copyright © Montesquieu - Tous droits réservés

Vendredi 16 octobre

Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux (Campus de Pessac)

Historiquement, en France, la « communauté des citoyens », fondée sur une certaine conception de la nation, était activée par l'école et par la conscription. Celle-ci a disparu, et celle-là est concurrencée par de multiples autres instances. Faut-il, pour autant, désespérer du politique lorsqu'il s'assigne la tâche de reconstituer du lien social ? L'école reste-t-elle le lieu décisif de formation à la citoyenneté, et sous quelles conditions ? De nouveaux forums ne sont-ils pas apparus, dont l'appropriation citoyenne n'est ni évidente, ni immédiate, mais néanmoins riche de potentialités ? La « gouvernance multi-niveaux » qu'impliquent la décentralisation et la construction européenne s'accompagne-t-elle et jusqu'à quel point d'une citoyenneté plurielle capable de ressusciter l'idée même de citoyenneté dans un monde gagné par l'individualisme ?

14h30 Etre citoyen aujourd'hui

Dominique Schnapper, universitaire et écrivain, membre du Conseil Constitutionnel.

Toutes les mutations du monde contemporain - globalisation, individualisation, crise des institutions, dématérialisation des rapports sociaux, etc.- semblent avoir un impact sur la notion de citoyenneté, qui n'a jamais été aussi difficile à cerner. Fred Constant (La citoyenneté, Montchrestien, coll. Clefs) la définit comme une manière distinctive de penser l'appartenance à une société politique formée de quatre composantes : a) manifestation d'une identité nationale (la citoyenneté est une déclinaison particulière de la nationalité) ; b) statut juridique conférant des droits et des obligations vis-à-vis de la collectivité ; c) rôle social spécifique impliquant une participation active à la vie de la cité ; d) ensemble de qualités morales (le civisme) poussant au dépassement de soi.

Peut-on, et d'ailleurs, doit-on nécessairement être citoyen aujourd'hui comme on l'était jadis et naguère ?

Samedi 17 octobre

Château de La Brède

10h00 Table-Ronde : La redécouverte de l'Etat

La crise a clairement imposé un retour de l'Etat, qui, en 2008-2009, apparaît désormais bien plus comme « la solution » que comme « le problème ». Mais le sens et la portée de ce changement historique doivent être interrogés. Le retour de l'Etat est-il durable ou provisoire ? Sert-il seulement à restaurer les équilibres économiques et financiers, ou s'impose-t-il comme niveau indispensable de la régulation, posant du coup la question de l'extension indéfinie de la globalisation et du libre-échange ? Est-on en présence d'un nouveau changement de référentiel, à contre-pied du « tournant néo-libéral » des années 1980, ou d'une simple adaptation pragmatique à une situation de crise ?

Avec :

- Dario Battistella, professeur de science politique, Bordeaux.
- Yves Deloye, Professeur de science politique, Paris1, Secrétaire général de l'AFSP.
- Blandine Kriegel, philosophe, professeur des universités, ancienne présidente du Haut Conseil à l'intégration.
- Edwin Le Heron, économiste, président de l'association pour le développement des études keynesiennes.
- Robert Lafore, professeur de droit public, directeur honoraire de Sciences po Bordeaux.
- Michel Prada, Inspecteur général des finances honoraire, ancien président de l'Autorité des marchés financiers.
- Modérateur : Jacques Chevallier, professeur à l'université Paris 2.

13h00 Pause déjeuner

15h00 Conférence : Qu'est-ce qu'un homme d'Etat ?

Jean-Noël Jeanneney, historien, ancien ministre.

« C'est un homme d'Etat ». Ce qualificatif est souvent invoqué pour distinguer certains hommes politiques en se plaçant sur le registre de la grandeur, et, implicitement, les opposer plus ou moins radicalement au reste de la classe politique. Mais on ne s'est guère interrogé sur les caractères, les ingrédients ou les circonstances qui font l'« homme d'Etat ». S'agit-il de son sens du sacrifice personnel (de sa carrière), de son courage politique, de sa capacité à « rassembler », ou des crises qui le révèlent ? La catégorie existe-t-elle de la même façon de tous temps et en tous lieux ?

Au travers de quelques figures historiques et de leur biographie, on peut tenter d'en tracer un « portrait ».

15h45 Conférence : Que faut-il attendre du politique ?

M.Philippe Séguin, ancien ministre, Premier président de la Cour des Comptes

« L'Etat ne peut pas tout faire » (Lionel Jospin) « Que voulez-vous que je fasse ? Que je vide des caisses qui sont déjà vides ? » (Nicolas Sarkozy). L'impuissance publique face aux aléas du marché mondialisé est souvent évoquée par ceux qui gouvernent. Inversement, les démonstrations de volontarisme se sont récemment multipliées face à la crise.

Les plans de relance successifs et de facture diverse selon les pays semblent toutefois montrer les limites de l'intervention des pouvoirs publics. De même la recherche de la cohésion sociale se heurte constamment à de nouveaux obstacles.

Faut-il se résoudre à faire jouer au politique un rôle d'amortisseur (subsidiarité), ou peut-on, et à quelles conditions, attendre de lui un projet de société ? Comment inventer les modes de régulation du XXIème siècle ?

Modérateur : Bruno Dive, éditorialiste à Sud-Ouest

17h00 Discours de clôture

Alain Rousset, député de la Gironde, Président du Conseil régional d'Aquitaine.

Choix du thème pour 2010.